

ACPPU Dossiers ^en éducation

Finances des universités : tendances dans le nouveau millénaire, 2000-2001–2012-2013

Les universités canadiennes ont connu de profonds changements depuis le début du XXI^e siècle. Les inscriptions ont explosé : au cours de la période comprise entre 2000-2001 et 2012-2013, le nombre d'étudiants équivalents temps plein fréquentant l'université est passé de 676 000 à 1 050 000, soit une hausse de 55 %. Pendant la même période, le nombre et le pourcentage d'étudiants universitaires internationaux ont doublé, passant respectivement de 45 800 à 132 000, et de 5 % à 10 % du total des effectifs étudiants à l'université. Si l'on observe également une progression du corps professoral en général, le nombre de professeurs à temps plein n'a pas augmenté au même rythme que les effectifs étudiants. Dans la période à l'étude, le nombre de professeurs d'université permanents à temps plein s'est accru de 32 %. Les professeurs à temps partiel et les professeurs temporaires ont été en forte hausse, respectivement de 69 % et de 49 %, et les professeurs ou chargés de cours invités provenant de l'extérieur du pays ont été 66 % plus nombreux qu'en 2004. Par comparaison, la tranche des 17-24 ans, qui forme le gros des étudiants de niveau postsecondaire, n'a augmenté que de 15 % depuis 2000.

En toile de fond, l'économie a enregistré une croissance modérée jusqu'en 2007, puis s'est contractée dans la foulée de la crise financière de 2008. La plupart des gouvernements provinciaux et le gouvernement fédéral ont affiché des excédents dans les exercices 2000-2001 à

2007-2008, mais beaucoup s'en sont alors servis pour réduire les impôts plutôt que pour stimuler les investissements dans les infrastructures et les services publics. C'est ainsi que la taxe fédérale sur les produits et services (TPS) a été abaissée de 7 % à 5 %, et que le taux d'imposition des sociétés combiné (fédéral et provincial) a été diminué radicalement de 42,4 % en 2000 à 26,3 % en 2013. À la sortie de la crise financière, le gouvernement fédéral et tous ses homologues provinciaux sauf un étaient déficitaires; selon les projections actuelles, la majorité des provinces et le fédéral devraient renouer avec les excédents budgétaires d'ici 2016-2017. Malgré ce redressement, et la persistance des taux d'intérêt près des creux historiques, les deux ordres de gouvernement continuent de privilégier des mesures d'austérité pour financer les réductions d'impôt promises, comme le fractionnement du revenu au fédéral, et pour diminuer la taille du gouvernement. Par exemple, la part des recettes totales de l'État dans l'économie, qui était de 17,7 % en 2000-2001, avait fondu à 14,1 % en 2012-2013.

Comment ce contexte a-t-il influé sur la situation financière des universités? Comment les revenus se sont-ils orientés de manière générale? À la hausse ou à la baisse, en tenant compte de la croissance des inscriptions? Qui assume aujourd'hui la facture de notre système universitaire? Comment les dépenses des universités ont-elles évolué? Et la rémunération du

Tableau 1**Revenus des universités par provenance, corrigés en fonction de l'inflation, Canada (en milliers de dollars)**

	2011-2012	2011-2012 (corrigés)	2012-2013	Variation en % 2011-2012-2012-2013
Total des revenus	31 521 032	31 805 939	33 232 811	4,5
Revenus de fonctionnement	19 647 153	19 824 736	20 703 553	4,4
Subventions à la recherche	6 743 664	6 804 617	6 811 205	0,1
Financement au titre des immobilisations	1 349 346	1 361 542	1 024 988	-24,7
Total des revenus de source provinciale	13 240 918	13 360 598	13 340 935	-0,2
Revenus de fonctionnement de source provinciale	10 681 659	10 778 206	10 905 360	1,2
Droits de scolarité	7 371 838	7 438 469	8 004 394	7,6

Tableau 2**Variation en pourcentage des revenus des universités entre 2011-2012 et 2012-2013**

	Total des revenus	Revenus de fonctionnement	Subventions à la recherche	Financement au titre des immobilisations	Total des revenus de source provinciale	Revenus de fonctionnement de source provinciale	Droits de scolarité
Canada	4,5	4,4	0,1	-24,7	-0,1	1,2	7,6
Terre-Neuve-et-Labrador	3,4	3,6	18,3	-15,1	2,8	2,9	4,2
Île-du-Prince-Édouard	-1,8	1,5	8,4	1,7	-8,7	-11,7	4,1
Nouvelle-Écosse	2,8	2,1	-2,5	14,4	-0,7	-1,2	5,5
Nouveau-Brunswick	2,9	3,0	-4,8	-6,0	-2,3	1,2	4,0
Québec	-1,3	1,5	-5,3	-31,5	-2,7	-1,0	6,5
Ontario	7,7	4,9	4,6	-8,0	0,9	0,1	8,0
Manitoba	0,0	1,8	-13,9	0,2	6,4	3,9	6,3
Saskatchewan	7,4	4,7	-6,7	23,8	5,2	2,0	7,9
Alberta	7,9	12,4	0,4	-61,0	2,4	9,9	14,9
Colombie-Britannique	2,2	2,3	0,2	35,3	-4,1	-0,5	4,0

personnel académique et des administrateurs? Le présent rapport se penche sur ces questions à la lumière de grandes tendances dans les finances des universités canadiennes entre 2000 et 2013.

Tendances générales dans les revenus des universités

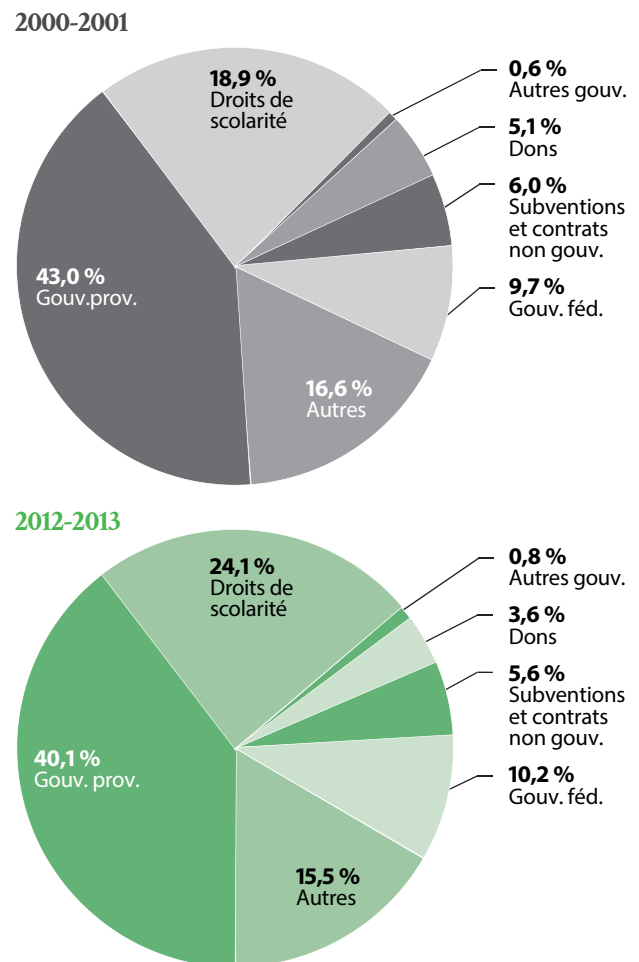
D'après les données publiées par Statistique Canada et tirées de l'*Enquête sur l'information financière des universités et des collèges* (IFUC)[†], les revenus des universités canadiennes, composés notamment de tous les transferts provinciaux, du financement fédéral pour la recherche, des droits de scolarité et d'autres frais, ainsi que des revenus de placement, ont atteint le niveau inégalé de 33,2 milliards de dollars dans l'exercice 2012-2013, une hausse de 4,5 % après correction pour l'inflation par rapport à ceux de l'exercice précédent.

Les tableaux 1 et 2 présentent les variations des revenus des universités entre 2011-2012 et 2012-2013, pour le Canada et par province, après correction pour l'inflation. À l'échelle nationale, les revenus de fonctionnement – le financement obtenu par un établissement pour s'acquitter de sa mission centrale d'enseignement et de recherche – ont augmenté de 4,4 %, passant de 19,8 milliards de dollars à 20,7 milliards de dollars. En 2012-2013, les subventions à la recherche, principalement d'origine fédérale, ont correspondu à celles de l'exercice précédent, puisqu'elles n'ont augmenté que de 0,1 %. Le financement reçu au titre des immobilisations (construction ou rénovation immobilières) a diminué de 24,7 % en 2012-2013. D'une année sur l'autre, les revenus totaux de source provinciale ont baissé de 0,1 % tandis que, globalement, les revenus de fonctionnement de source provinciale ont crû de juste 1,2 %. L'accroissement des revenus s'explique essentiellement par la hausse des droits de scolarité. Ces derniers ont généré, dans l'ensemble du Canada, des

revenus totaux de 8 milliards de dollars en 2012-2013 contre 7,4 milliards l'exercice précédent, ce qui représente une hausse de 7,6 %.

Il existe toutefois des écarts marqués entre les provinces. Comme on peut le voir au tableau 2, entre 2011-2012 et 2012-2013, les revenus totaux des universités albertaines, saskatchewanaises et ontariennes ont affiché des variations positives beaucoup plus importantes, respectivement de 7,9 %, de 7,4 % et de 7,7 %. À l'inverse, les revenus des universités du Québec et de l'Île-du-Prince-Édouard ont reculé. Les revenus tirés des droits

Figure 1
Revenus des universités par provenance, Canada (en dollars de 2013)



[†] Toutes les données indiquées dans le présent rapport proviennent du Centre de la statistique en éducation de Statistique Canada, du SIEP, de l'*Enquête sur l'information financière des universités et des collèges* (IFUC) menée chaque année par Statistique Canada, et de tableaux personnalisés tirés de l'*Enquête sur la population active* de Statistique Canada et achetés par l'ACPPU.

Tableau 3**Variation en pourcentage des revenus des universités entre 2000-2001 et 2012-2013**

	Total des revenus	Revenus de fonctionnement	Subventions à la recherche	Financement au titre des immobilisations	Total des revenus de source provinciale	Revenus de fonctionnement de source provinciale	Droits de scolarité
Canada	66,2	78,3	63,5	-4,0	55,1	59,5	111,8
Terre-Neuve-et-Labrador	107,2	96,5	197,0	123,5	170,1	125,7	0,0
Île-du-Prince-Édouard	71,7	59,9	168,1	373,8	21,6	11,4	72,4
Nouvelle-Écosse	41,5	52,2	59,4	-39,3	43,5	51,2	59,7
Nouveau-Brunswick	37,1	35,6	74,1	196,0	27,8	25,1	51,6
Québec	44,1	51,3	51,3	-16,1	39,1	45,0	90,2
Ontario	77,0	92,4	64,6	-17,7	53,5	60,9	125,2
Manitoba	35,8	51,5	11,3	106,0	45,2	48,2	53,7
Saskatchewan	47,8	77,9	24,2	-47,5	44,9	81,5	61,7
Alberta	90,2	115,9	47,0	-3,7	113,2	122,8	111,3
Colombie-Britannique	76,3	78,1	143,7	59,1	47,3	37,6	171,6

Tableau 4**Inscriptions d'étudiants ETP dans les universités**

	2000-2001	2012-2013	Variation en %
Canada	676 038	1 049 605	55,3
Terre-Neuve-et-Labrador	13 669	15 752	15,2
Île-du-Prince-Édouard	2 828	3 909	38,2
Nouvelle-Écosse	32 023	38 622	20,6
Nouveau-Brunswick	19 759	19 870	0,6
Québec	166 392	227 799	36,9
Ontario	264 317	445 388	68,5
Manitoba	24 464	37 809	54,6
Saskatchewan	26 527	30 633	15,5
Alberta	63 236	108 223	71,1
Colombie-Britannique	62 823	121 600	93,6

de scolarité ont monté dans toutes les provinces, mais à des degrés divers : de 4 % au Nouveau-Brunswick et en Colombie-Britannique jusqu'à 14,9 % en Alberta.

Tendances dans les revenus depuis 2000-2001

Le tableau 3 présente les variations en pourcentage, après inflation, des revenus des universités entre 2000-2001 et 2012-2013. Pendant cette période, les revenus totaux de l'ensemble des universités canadiennes se sont élevés de 66,2 %, soit une moyenne annuelle de 5,5 %. Par comparaison, les revenus totaux de source provinciale et les revenus de fonctionnement de source provinciale ont connu une progression plus lente (respectivement de 55,1 % et de 59,5 %). Il importe de souligner qu'à l'échelle nationale, le financement affecté à la construction et à la rénovation d'immobilisations a diminué de 4,0 % entre 2000-2001 et 2012-2013.

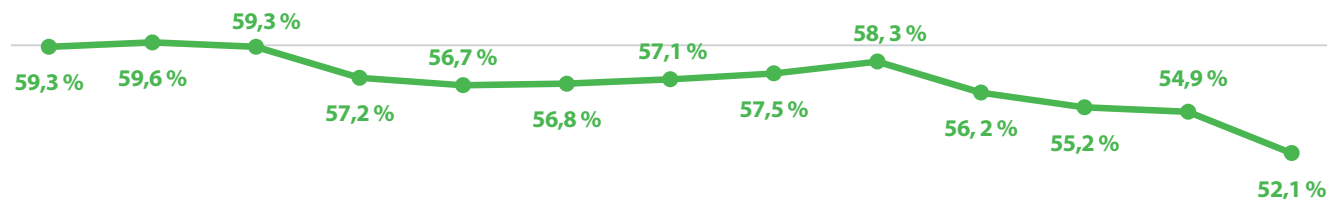
Au cours de la période à l'étude, le poste de revenus constitué des droits de scolarité et des frais afférents est celui qui a le plus fluctué, augmentant de 111,8 % pour le Canada, soit une moyenne annuelle de 9,3 %. Ainsi, la part des revenus tirés de ce poste dans les revenus totaux des universités a grimpé de 27,4 %. Comme le montre la figure 1, les droits de scolarité et les frais afférents ont représenté 24,1 % des revenus totaux des universités en 2012-2013, contre 18,9 % en 2000-2001. Pendant ce temps, la proportion des revenus de source provinciale est passée de 43 % à 40,1 %.

La figure 2 ci-dessous illustre l'effet des hausses de droits de scolarité sur le financement des universités depuis le début du siècle. Pendant ces années, le financement public du fonctionnement des universités a reculé de 59,3 % à 52,1 %. Par opposition, la proportion des revenus de fonctionnement provenant des droits de scolarité et des frais afférents a monté de 32,6 % à 38,7 %.

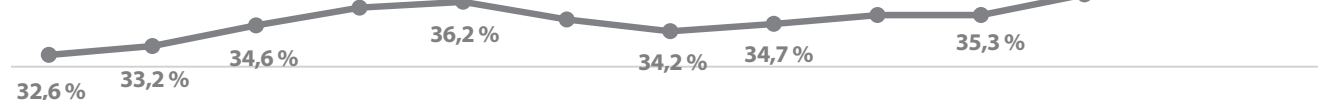
Figure 2

Parts du financement public et des droits de scolarité dans les revenus de fonctionnement des universités, Canada

Financement public



Droits de scolarité



2001 2002 2003 2004 2005 2006 2007 2008 2009 2010 2011 2012 2013

Tableau 5
Revenus de fonctionnement des universités par étudiant ETP (en dollars de 2013)

	2000-2001	2011-2012	2012-2013	Variation en % 2011-2013	Variation en % 2000-2013
Canada	17 172	19 218	19 725	2,6	14,9
Terre-Neuve-et-Labrador	17 523	29 112	29 876	2,6	70,5
Île-du-Prince-Édouard	22 702	25 502	26 267	3,0	15,7
Nouvelle-Écosse	16 830	21 140	21 239	0,5	26,2
Nouveau-Brunswick	14 986	19 459	20 212	3,9	34,9
Québec	15 414	17 169	17 034	-0,8	10,5
Ontario	16 886	18 812	19 278	2,5	14,2
Manitoba	18 663	18 793	18 292	-2,7	-2,0
Saskatchewan	15 731	24 102	24 228	0,5	54,0
Alberta	18 200	20 743	22 959	10,7	26,2
Colombie-Britannique	22 558	19 903	20 751	4,3	-8,0

Tableau 6
Variation en pourcentage des dépenses des universités, Canada (en milliers de dollars de 2013)

	2011-2012	2012-2013	Variation en %
Total des dépenses	31 818 148	32 083 515	0,8
Salaires, traitements et avantages sociaux	18 383 675	19 027 409	3,5
Traitements des professeurs	6 327 494	6 559 776	3,7
Bâtiments et services publics	2 142 774	1 772 168	-17,3
Bourses d'études et d'entretien	1 660 219	1 721 338	3,7
Fournitures et autres dépenses de fonctionnement	3 027 172	3 095 420	2,3
Service de la dette (intérêts seulement)	558 315	530 211	-5,0
Autres	6 266 131	6 120 660	-2,3

Notons que cette proportion n'était que de 13,4 % en 1978-1979. Cette contribution plus grande des droits de scolarité s'inscrit dans une tendance à long terme marquée par la diminution de la participation des gouvernements au budget de fonctionnement des universités qui, d'un sommet de 84,2 % en 1978-1979, a chuté au niveau actuel de 52,1 %. Cette tendance correspond à un important transfert de la responsabilité du financement de l'éducation postsecondaire du secteur public au secteur privé.

Inscriptions universitaires et revenus de fonctionnement par étudiant

La fréquentation des universités a considérablement augmenté depuis 2000-2001. Le tableau 4 présente des données comparatives sur les inscriptions à l'université d'étudiants équivalents temps plein (ETP) en 2000-2001 et 2012-2013. Pendant cette période, les inscriptions d'étudiants ETP se sont accrues de 55,3 % au Canada. Aujourd'hui, plus d'un million d'étudiants ETP sont inscrits dans les universités canadiennes.

Le rajustement des revenus de fonctionnement des universités pour tenir compte de l'augmentation des effectifs étudiants met au jour des tendances importantes dans les finances des universités de la dernière décennie. Le tableau 5 présente les revenus de fonctionnement des universités par étudiant ETP en 2000-2001, 2011-2012 et 2012-2013, après correction pour l'inflation. En 2012-2013, ces revenus s'élevaient à 19 725 \$ en moyenne pour le Canada, en hausse de 2,6 % par rapport à 2011-2012, une fois l'inflation prise en compte. Entre 2000-2001 et 2012-2013, les revenus de fonctionnement des universités par étudiant ETP considérés globalement se sont accrus de 14,9 %, ce qui correspond à une moyenne annuelle d'à peine 1,2 %. Force est de conclure que les universités n'ont guère profité de la hausse importante des revenus de fonctionnement globaux survenue dans cet intervalle, puisque leurs revenus supplémentaires ont été en grande partie absorbés par les coûts liés au bond des inscriptions d'étudiants ETP.

Le tableau 5 présente des données sur les revenus de fonctionnement des universités par étudiant ETP et par province. Ici encore, on observe des écarts importants entre les provinces, qui sont attribuables à des politiques

publiques et à des priorités individuelles. Par exemple, les revenus de fonctionnement par étudiant ETP ont grimpé de plus de 70 % à Terre-Neuve-et-Labrador, mais ont diminué de 8,0 % et de 2,0 % respectivement en Colombie-Britannique et au Manitoba.

En résumé, les revenus totaux des universités affichent une progression depuis le début du XXI^e siècle. Cependant, l'augmentation des revenus de fonctionnement atteint seulement 1,2 % par an lorsque l'on prend en compte la croissance des inscriptions et l'inflation. La progression des revenus s'explique principalement par les hausses des droits de scolarité. Depuis 2000-2001, les revenus tirés des droits de scolarité sont ceux qui ont connu l'ascension la plus rapide. Aujourd'hui, les droits de scolarité représentent environ un dollar par tranche de quatre dollars reçue par les universités pour financer leur fonctionnement, contre moins d'un dollar par tranche de cinq dollars en 2000-2001.

Tendances dans les dépenses des universités

En 2012-2013, les dépenses totales des universités au Canada, notamment au titre des salaires, traitements et avantages sociaux, des bourses d'études, des acquisitions des bibliothèques et des travaux de construction et de rénovation immobilières, se chiffraient à 32,1 milliards de dollars, soit seulement 0,8 % de plus que l'exercice précédent. Les salaires, les traitements et les avantages sociaux constituent le principal poste de dépenses des universités. Ce poste représentait 52,6 % des dépenses totales, exclusion faite des dépenses en immobilisations, en 2012-2013. Comme le montre le tableau 6, la part des dépenses consacrées aux salaires, aux traitements et aux avantages sociaux sur les dépenses totales a augmenté de 3,5 % en 2012-2013. Cette même année, les dépenses au titre des traitements des professeurs ont progressé de 3,7 %; les dépenses en bourses d'études et bourses d'entretien se sont accrues de 3,7 % à l'échelle du Canada; les dépenses en immobilisations, à savoir les dépenses engagées pour la construction et la rénovation immobilières, ont chuté de 17,3 %; et enfin, les dépenses en fournitures et les autres dépenses de fonctionnement ont crû de 2,3 %.

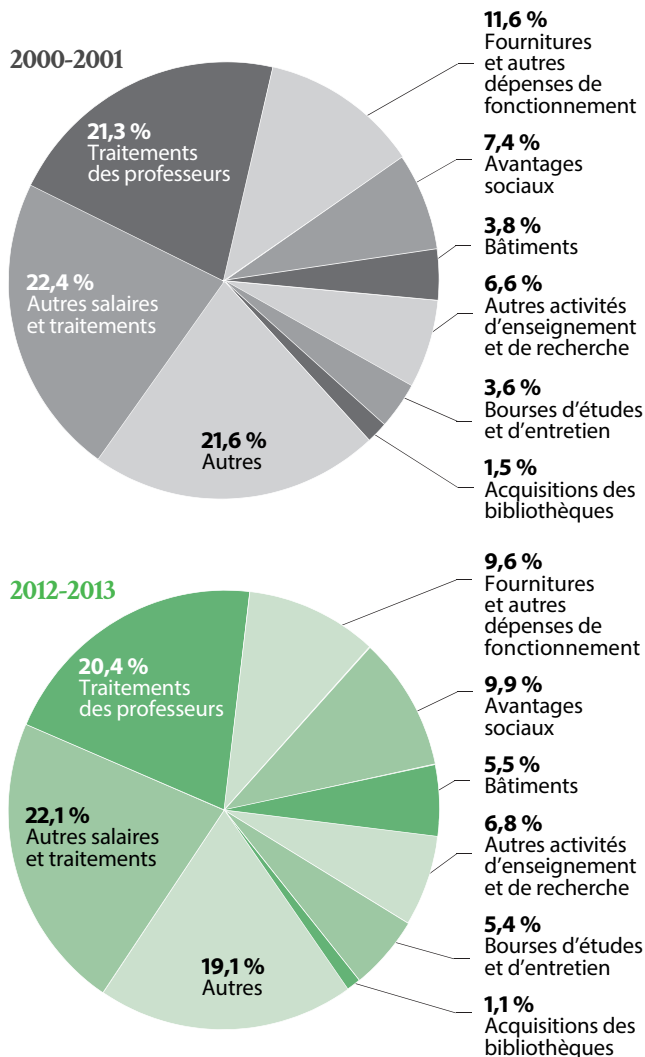
Tableau 7**Variation en pourcentage des dépenses des universités entre 2000-2001 et 2012-2013 (en dollars de 2013)**

	Total des dépenses	Salaires, traitements et avantages sociaux	Traitements des professeurs	Bâtiments et services publics	Bourses d'études et d'entretien	Fournitures et autres dépenses de fonctionnement	Service de la dette (intérêts seulement)	Autres
Canada	70,5	74,8	63,3	147,1	152,9	42,0	48,8	48,3
Terre-Neuve-et-Labrador	117,0	93,4	76,1	712,5	74,2	39,4	596,8	78,0
Île-du-Prince-Édouard	74,6	87,5	68,6	142,2	420,0	17,3	738,5	32,9
Nouvelle-Écosse	42,8	41,8	35,7	130,5	131,7	21,3	174,2	22,5
Nouveau-Brunswick	32,8	35,5	31,1	59,3	103,9	10,6	57,3	20,4
Québec	51,3	54,0	50,5	221,9	255,8	11,8	-16,4	53,2
Ontario	79,1	87,1	75,4	160,8	130,7	38,3	184,8	52,1
Manitoba	57,4	46,4	53,1	460,0	392,4	65,1	1 134,6	2,3
Saskatchewan	59,3	54,0	32,8	30,0	231,6	94,0	718,2	52,0
Alberta	89,7	109,7	99,6	27,7	121,8	118,5	142,8	49,6
Colombie-Britannique	80,1	79,3	59,9	327,0	127,0	71,2	147,1	52,0

Tableau 8**Dépenses par étudiant ETP, Canada (en dollars de 2013)**

	2000-2001	2012-2013	Variation en %	Variation en % moyenne annuelle
Total des dépenses	27 840	30 567	9,8	0,8
Traitements des professeurs	5 943	6 250	5,2	0,4
Autres activités d'enseignement et de recherche	1 851	2 089	12,8	1,1
Autres salaires et traitements	6 247	6 754	8,1	0,7
Avantages sociaux	2 057	3 036	47,6	4,0
Acquisitions des bibliothèques	424	330	-22,1	-1,8
Fournitures et autres dépenses de fonctionnement	3 224	2 949	-8,5	-0,7
Bourses d'études et d'entretien	1 007	1 640	62,9	5,2
Bâtiments	1 061	1 688	59,2	4,9
Autres	6 026	5 831	-3,2	-0,3

Figure 3
Pourcentage des dépenses totales des universités par poste de dépenses, Canada



Le tableau 7 présente les variations des dépenses des universités entre 2000-2001 et 2012-2013. Les dépenses totales au Canada, exprimées en dollars constants, ont monté de 70,5 %. En hausse de 63,3 %, les dépenses engagées au titre des traitements des professeurs n'ont pas été aussi soutenues. Le poste de dépenses qui a connu la plus forte progression en pourcentage pendant cette période est celui des bourses d'études et des bourses d'entretien accordées aux étudiants. À l'échelle nationale,

le financement de ces bourses a explosé de 152,9 %, ou de plus d'un milliard de dollars constants de 2013.

Pendant la période à l'étude, une autre remontée spectaculaire des dépenses a été enregistrée au chapitre de la construction et de la rénovation immobilières. Malgré un recul de 17,3 % en 2012-2013, les dépenses en immobilisations ont bondi de 147,1 % sur toute la période, dans l'ensemble du Canada. Cela s'explique par les efforts de rattrapage faits pour répondre à la demande de nouveaux bâtiments et de rénovations qui n'avait pas été satisfaite dans la période précédente.

La figure 3 illustre les variations des dépenses par poste entre 2000-2001 et 2012-2013. Comme nous l'avons indiqué précédemment, les dépenses au titre des salaires et des traitements sont en baisse, contrairement aux coûts liés aux bourses d'études et à l'entretien des bâtiments. Il faut également souligner que, depuis deux décennies, le vieillissement de la main-d'œuvre, l'augmentation des prix des médicaments et les faibles taux d'intérêt sur les placements des régimes de retraite à prestations déterminées ont pesé lourdement sur les coûts des avantages sociaux, comme les régimes d'assurance maladie et de retraite. Cette situation touche tous les secteurs d'activité au Canada, et non seulement celui de l'éducation postsecondaire.

Dépenses par étudiant et par professeur

Pour avoir une idée plus exacte des tendances dans les dépenses des universités, il importe d'ajuster les données en fonction des dépenses par étudiant ETP et par professeur ETP. Les tableaux 8 et 9 présentent les variations des dépenses des universités selon ces deux paramètres, en dollars constants de 2013.

Même si les dépenses totales ont progressé de 70,5 % entre 2000-2001 et 2012-2013, leur ventilation par étudiant ETP indique une augmentation réelle limitée à 9,8 % (tableau 8). De la même façon, les dépenses totales ventilées par professeur ETP ont augmenté de seulement 3,2 % (tableau 9). Pendant la période, les hausses moyennes annuelles des dépenses totales ont atteint 5,9 %, contre respectivement 0,8 % (tableau 8) et 0,3 % (tableau 9) seulement pour les dépenses totales par étudiant ETP et par professeur ETP.

Figure 4
Traitements des professeurs en pourcentage des dépenses totales, Canada

Pourcentage des dépenses en traitements des professeurs

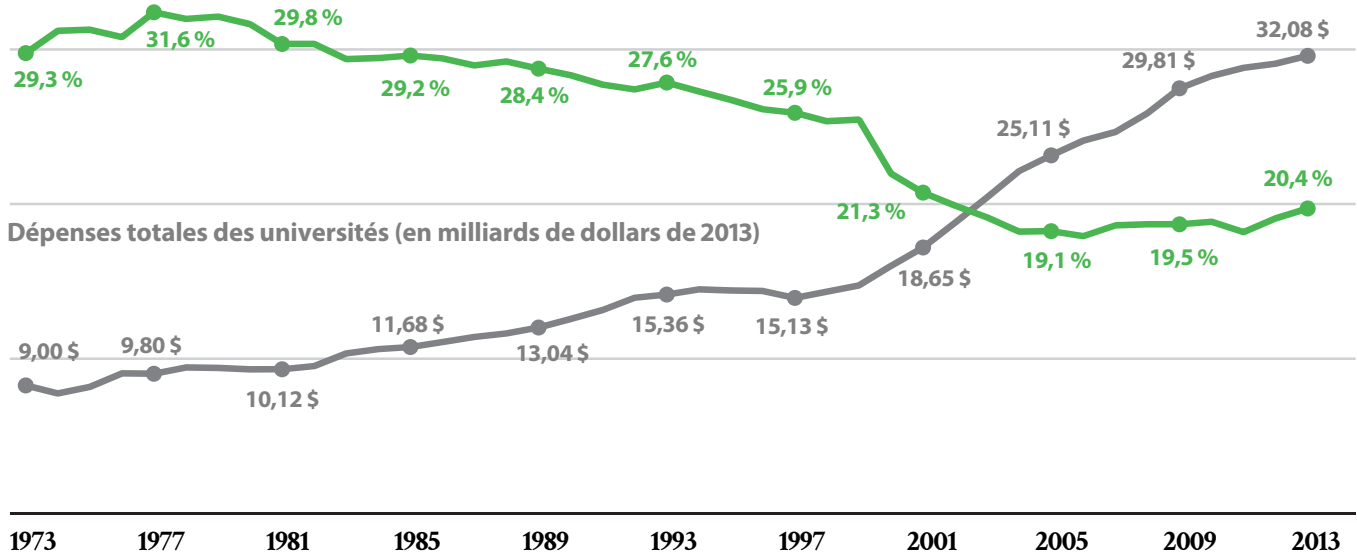
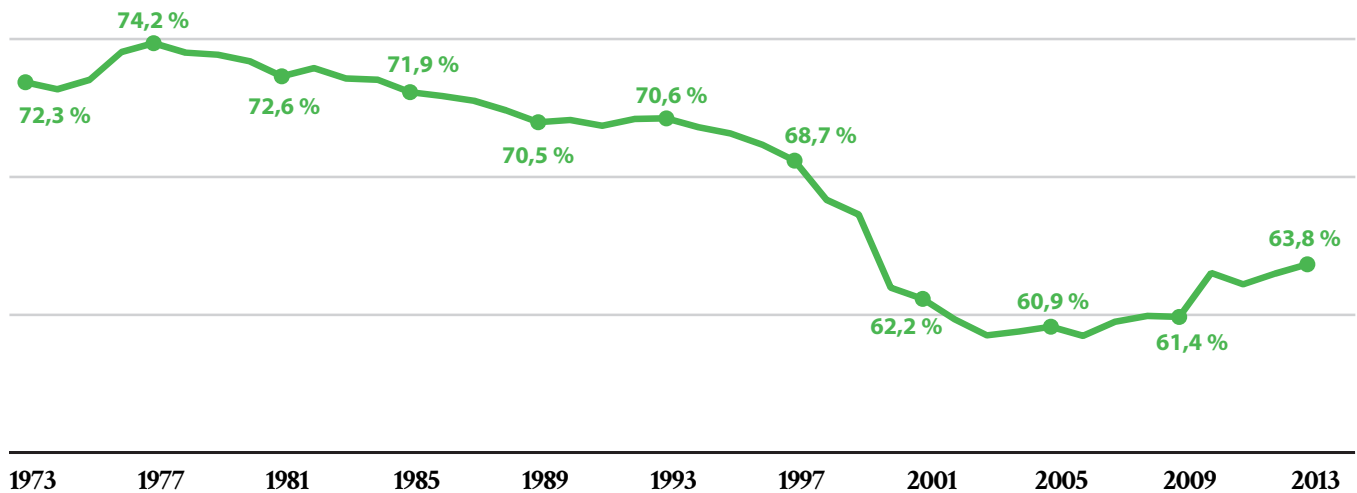


Figure 5
Salaires, traitements et avantages sociaux en pourcentage des dépenses totales, exclusion faite des dépenses en immobilisations, Canada



Entre 2000-2001 et 2012-2013, les postes de dépenses par étudiant ETP qui ont connu la plus forte progression en pourcentage ont été les bourses d'études et d'entretien (62,9 %), les bâtiments (59,2 %) et les avantages sociaux (47,6 %). Le seul poste de dépenses par étudiant ETP en net recul a été celui des acquisitions par les bibliothèques (-22,1 %).

Comme l'indique le tableau 7, les dépenses au titre des traitements des professeurs en 2012-2013 ont été de 63,3 % supérieures à celles de 2000-2001. Cependant, ces dépenses, mesurées par professeur ETP, ont en fait diminué de 1,2 % pendant cette période. Fait à noter, les universités canadiennes ont engagé beaucoup plus de professeurs contractuels dans cet intervalle. Le personnel académique contractuel touche généralement une rémunération inférieure à celle du personnel à temps plein. Étant donné que la part des dépenses relatives à la rémunération des chargés de cours et des professeurs engagés pour une période limitée était plus élevée à la fin de la période, la diminution des dépenses au titre des traitements des professeurs, mesurées par professeur ETP, s'explique en partie par une détérioration ces dernières années de la sécurité d'emploi, et donc de la rémunération, des professeurs.

Les figures 4 et 5 illustrent l'évolution, depuis 1971-1972, des dépenses au titre des traitements des professeurs, des autres salaires et des avantages sociaux, en dollars constants de 2013. Les dépenses au titre des traitements des professeurs, exprimées en pourcentage des dépenses totales, ont culminé à 31,6 % en 1977 (figure 4), pour ensuite baisser de façon lente et régulière, puis de façon plus marquée entre 1999 et 2006. Elles ont été stables pendant la majeure partie de la décennie 2000, et ont légèrement augmenté à partir de 2011. La figure 4 illustre également la croissance constante des dépenses totales des universités pendant la même période. Après avoir connu une progression régulière jusqu'au milieu des années 1990, ces dépenses ont presque doublé, en dollars constants, depuis 2000. À l'évidence, après quatre décennies de revenus et de dépenses régulièrement à la hausse, la tendance à long terme à rétrécir la part des dépenses totales allouée à la rémunération du corps professoral devrait se poursuivre.

La figure 5 présente des résultats semblables à ceux de la figure précédente. On peut y voir que les dépenses totales au titre des traitements, des salaires et des avantages sociaux, exprimées en pourcentage des dépenses totales, exclusion faite des dépenses en immobilisations, n'ont

Tableau 9
Dépenses par professeur ETP, Canada (en dollars de 2013)

	2000-2001	2012-2013	Variation en %	Variation en % moyenne annuelle
Total des dépenses	495 279	510 884	3,2	0,3
Traitements des professeurs	105 736	104 455	-1,2	-0,1
Autres activités d'enseignement et de recherche	32 929	34 910	6,0	0,5
Autres salaires et traitements	111 144	112 879	1,6	0,1
Avantages sociaux	36 596	50 740	38,6	3,2
Acquisitions des bibliothèques	7 535	5 518	-26,8	-2,2
Fournitures et autres dépenses de fonctionnement	57 350	49 290	-14,1	-1,2
Bourses d'études et d'entretien	17 911	27 410	53,0	4,4
Bâtiments	18 871	28 219	49,5	4,1
Autres	107 206	97 463	-9,1	-0,8

Tableau 10**Revenus de fonctionnement nets annuels des universités (en milliers de dollars)**

	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Canada	134 348	211 867	68 236	537 626	406 477	465 152
Terre-Neuve-et-Labrador	4 341	3 026	215	2 522	5 470	8 904
Île-du-Prince-Édouard	2 639	2 544	-40	2 041	3 001	2 650
Nouvelle-Écosse	-5 133	4 288	7 226	12 344	7 275	3 123
Nouveau-Brunswick	3 536	2 630	7 248	7 039	66	2 581
Québec	-10 431	11 382	16 922	23 089	-33 101	-103 079
Ontario	98 354	146 629	80 009	343 317	310 259	390 751
Manitoba	7 720	10 222	11 640	2 761	68	2 077
Saskatchewan	16 937	5 417	1 583	15 876	11 533	7 528
Alberta	-17 867	-8 167	-117 258	38 732	1 620	33 796
Colombie-Britannique	34 252	33 896	60 691	89 905	100 286	116 821

	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Canada	661 991	209 343	-62 957	711 283	881 394	793 500	795 062
Terre-Neuve-et-Labrador	9 073	9 993	7 956	10 480	26 993	25 115	3 015
Île-du-Prince-Édouard	3 050	1 329	1 239	1 628	4 175	2 247	1 246
Nouvelle-Écosse	6 652	1 077	7 861	22 733	33 270	30 467	26 794
Nouveau-Brunswick	5 647	145	2 088	8 998	16 995	15 090	14 919
Québec	-56 870	-97 484	-28 082	55 299	-17 729	151 845	39 851
Ontario	543 008	250 869	-33 418	394 870	541 861	326 575	534 450
Manitoba	19 823	22 025	17 092	36 392	34 864	37 105	23 672
Saskatchewan	21 830	10 335	5 204	-4 261	31 008	28 726	34 155
Alberta	-10 893	-66 698	-48 730	64 937	96 031	107 501	83 261
Colombie-Britannique	120 671	77 752	5 833	120 207	113 926	68 829	33 699

cessé de diminuer depuis 1976-1977, année où ce pourcentage s'établissait à 74,2 %. En 2012-2013, elles représentaient seulement 63,8 % des dépenses totales, exclusion faite des dépenses en immobilisations.

En revanche, on observe qu'une plus grande part des dépenses totales en salaires et en traitements est attribuable au personnel non académique pendant la même période (figure 6). Alors qu'en 1971-1972, moins de la moitié des salaires et des avantages sociaux totaux se rapportait au personnel non académique, en 2012-2013, cette proportion atteignait environ six dollars par tranche de dix dollars dépensés.

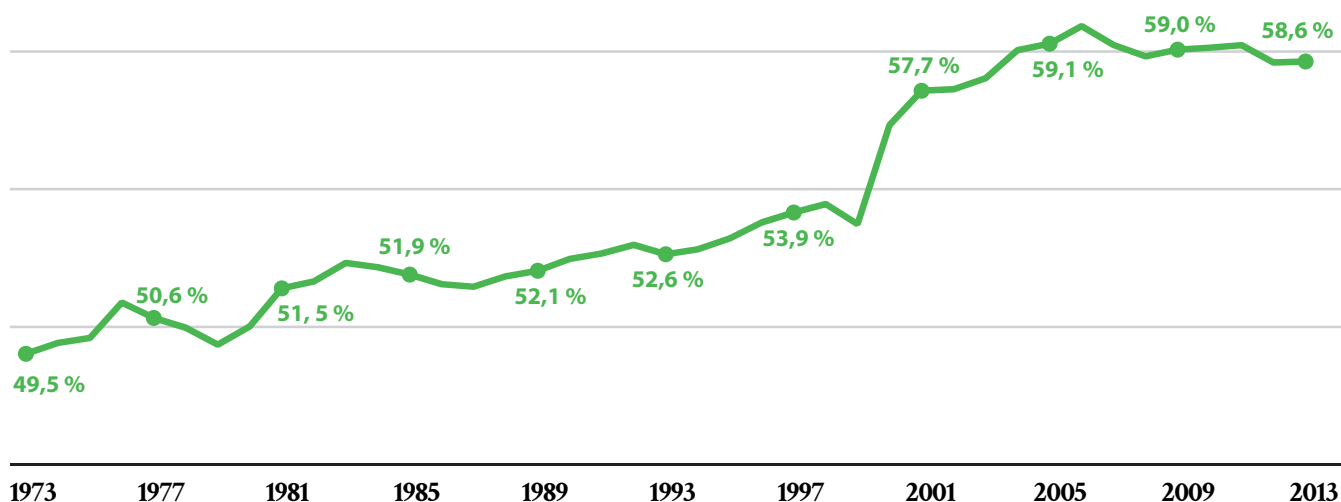
En résumé, les dépenses totales des universités ont progressé de 70,5 %, mais ce pourcentage s'abaisse lorsque l'on analyse les dépenses par étudiant ETP et par professeur ETP. Le principal poste de dépenses a été celui des bourses d'études et des bourses d'entretien, versées pour compenser la hausse marquée des droits de scolarité. Les données présentées indiquent aussi une faible hausse

moyenne annuelle de 0,8 % des dépenses par étudiant ETP, qui suffit à peine à les maintenir aux niveaux antérieurs. De plus, les acquisitions des bibliothèques, essentielles à une éducation postsecondaire de qualité, ont en fait reculé de 22,1 % par étudiant pendant la période à l'étude. Une analyse des dépenses par professeur donne des résultats semblables.

Comparaison entre les revenus et les dépenses

Dans l'ensemble, les universités canadiennes sont en bonne situation financière depuis 2001. À l'échelle nationale, les revenus ont dépassé les dépenses chaque année de la période, sauf en 2009, au plus fort de la crise financière (voir le tableau 10). Ce bilan positif s'explique surtout par l'augmentation des revenus tirés des droits de scolarité. Sur le plan provincial, seules les universités québécoises et albertaines ont clôturé plusieurs exercices par des déficits de fonctionnement. Le cas de l'Alberta est particulièrement troublant, puisque la province connaissait alors une période de prospérité.

Figure 6
Salaires et traitements du personnel non académique en pourcentage des dépenses totales en salaires et traitements, Canada



Conclusion

Les revenus et les dépenses ont augmenté régulièrement en dollars réels. L'escalade rapide des droits de scolarité survenue au cours de la dernière décennie a entraîné une forte hausse du coût des études universitaires. En fait, en 2012-2013, les revenus tirés des droits de scolarité et d'autres frais ont dépassé de plus de quatre milliards de dollars (réels) ceux de 2000-2001. Alors que, par sa contribution aux universités, le gouvernement assumait une grande partie du coût de la fréquentation d'une université, ce fardeau incombe aujourd'hui de plus en plus aux étudiants.

Les données présentées ont également démontré qu'il est faux de prétendre que les traitements des professeurs sont largement responsables des augmentations des dépenses des universités et des droits de scolarité. Le tableau brossé est clair : la part des dépenses occupée par les traitements des professeurs rétrécit régulièrement. De même, si les universités ont vu leurs dépenses totales fortement augmenter, elles consacrent de moins en moins de ressources à la rémunération des professeurs.

L'économie canadienne ne s'est pas encore pleinement rétablie de la crise financière et doit maintenant composer avec la chute du prix du pétrole, une source de revenus précieuse pour plusieurs provinces.

Face au ralentissement de la croissance, les gouvernements au Canada pourraient se tourner vers de nouvelles mesures d'austérité, comme la réduction du financement des universités et des collèges. Toutefois, cette stratégie soulèverait des doutes sérieux quant à la viabilité à long terme de l'actuel modèle de financement, de plus en plus axé sur le financement privé, à savoir les droits de scolarité. Toute stratégie qui, en ces temps difficiles, viserait à augmenter encore le fardeau des ménages pour alléger celui des gouvernements pourrait aussi affaiblir la demande globale et freiner davantage la croissance économique. Dans la conjoncture, le choix de l'austérité pourrait accentuer les pressions à la baisse exercées sur les budgets de fonctionnement de base des universités alors que les investissements dans l'enseignement et la recherche sont déjà insuffisants.